

Le président: D'autres sociétés ont souligné le fait. Étiez-vous avec nous lorsque nous avons entendu le mémoire de la Dofasco?

Le sénateur Benidickson: Non.

Le président: Ils possèdent un très important régime de participation aux bénéfiques. Ils nous ont donné un tableau très représentatif à ce sujet au cours de la discussion.

Le sénateur Phillips (Rigaud): Si nous prenons les exemples 1, 2, 3 et 4 qui concernent des employés bénéficiant d'un statut différent soit: un célibataire, un homme marié, un qui a charge de famille, un autre sans enfant, et que nous faisons le calcul de leurs obligations fiscales sous l'empire de la Loi actuelle et ensuite le même calcul en rapport avec leur salaire—non pas leur régime de retraite—d'après les taux proposés par le Livre blanc, et si nous calculons ensuite le montant d'impôt à payer sur le paiement d'une somme globale provenant du fonds de retraite sous l'empire de la Loi actuelle et d'après le Livre blanc, je me demande si tout cela n'aboutirait pas à montrer que même les particuliers du groupe qui est censé bénéficier d'une diminution d'impôt sur le revenu, ne bénéficient, en fin de compte, d'aucune diminution.

M. Connor: Je pense que vous avez raison.

Le président: J'aimerais certainement y regarder de plus près.

M. MacFadden: Serait-ce satisfaisant de faire préparer par un comptable agréé un état de compte détaillé certifié par lui? Les particuliers ou le syndicat pourraient préférer ne pas s'aventurer trop loin dans les détails de l'affaire.

Le président: Adoptez la méthode qui vous semblera la plus simple.

Le sénateur Phillips (Rigaud): Nous cherchons à obtenir une confirmation de la part des personnes directement concernées sans aucunement mettre en doute la crédibilité du supplément que vous ajoutez à votre mémoire.

M. Connor: Vous voudriez obtenir une confirmation de la part des administrateurs et peut-être aussi de la part du syndicat?

Le sénateur Phillips (Rigaud): Il s'agirait de compléter non seulement les pensées du sénateur Molson, mais aussi les remarques que vient de faire le président en incluant d'autres chiffres révélant l'effet définitif par rapport aux différentes catégories, tenant compte de tout leur revenu imposable, sans isoler, comme nous l'avons fait ici, ce qui a trait à un régime de participation aux bénéfiques.

Le sénateur Carter: Quelle est la période comprise dans ces exemples?

Le président: Sept ans.

Le sénateur Carter: N'y aurait-il pas lieu de faire une projection?

M. Connor: Nous ne connaissons pas l'importance des sommes qui seront engagées. Elles proviennent de profits qui n'ont pas encore été réalisés. Si nous avons eu la bonne fortune d'avoir un régime comme ceux de la Dofasco ou de Simpsons Sears, lesquels fonctionnent depuis 25 ou 30 ans, les chiffres seraient très concluants.

Le président: Si vous vous reportez au mémoire de la Dofasco, dans une catégorie concernant le plan de retraite d'un employé, on aurait remis à ce dernier une somme globale d'environ \$45,000. D'après la proposition du Livre blanc, il paierait à peu près la moitié de cette somme en impôts.

Je crois comprendre que vos employés considèrent ce régime d'épargne comme un moyen de subvenir à leur entretien lors de leur mise à la retraite?

M. Connor: C'est bien cela. Comme je l'ai déjà dit, il n'y a que sept ans que le régime est en œuvre. Nous venons à peine de sortir d'une longue période de grève et il y a eu très peu de mises à la retraite permises en vertu du régime. Cela aurait constitué une source de revenus pour eux alors qu'ils manquaient d'argent. Ils misent vraiment beaucoup sur ce régime.

Le président: En quelque sorte, ils s'en servent comme d'un coffret de sécurité pour le temps où ils prendront leur retraite.

Le sénateur Phillips (Rigaud): Monsieur le président, si je comprends bien, nous en avons plus ou moins fini avec la question que nous venons de débattre. J'aimerais revenir à l'argument de fond de l'exposé de M. Connor portant sur l'intégration en vertu du Livre blanc. Est-ce que j'interprète bien votre déclaration en disant que la méthode d'intégration, telle qu'envisagée par le Livre blanc, nuit aux régions moins favorisées qui ont des embarras économiques?

M. Connor: Très certainement, monsieur.

Le sénateur Phillips (Rigaud): Vous soutenez essentiellement que le principe de base du Livre blanc nuit aux régions du pays qui, au stade actuel de leur développement sont les moins favorisées du point de vue économique.

M. Connor: C'est exactement cela, monsieur. D'un côté, les gouvernements manifestent l'intention de nous venir en aide par le biais de déductions accélérées pour amortissement, mais par ailleurs, on présente le Livre blanc.

Le sénateur Phillips (Rigaud): Pour justifier votre déclaration, vous dites que les rentrées